Pontivy. Centre des impôts : Nicole Le Peih espère sauver le service menacé

Les membres de l'intersyndicale des finances publiques ont rencontré, ce lundi, la députée du Morbihan, Nicole Le Peih, afin de faire valoir leur position sur le projet de réforme des centres impôts. | OUEST-FRANCE

Nicole Le Peih recevait, ce lundi 22 juillet 2019, les syndicats opposés au projet du ministre du Budget. La députée du Morbihan espère sauver le service des impôts des entreprises de Pontivy, menacé de fermeture. Un centre qui a déjà perdu une trentaine de fonctionnaires en dix ans.

Les finances publiques se réorganisent dans le Morbihan, sous l'impulsion du projet de « géographie revisitée » voulu par le ministre du budget, Gérald Darmanin.

Depuis plusieurs semaines, les syndicats se mobilisent contre la possible disparition de plusieurs services des impôts en Centre Morbihan, et notamment le départ annoncé du service des impôts des entreprises de Pontivy.

À la place : la création de 25 à 28 « points de contact » dans des Maisons de services au public (MSAP) répartis sur tout département.

« Elle nous a entendus »

Après la maire de Pontivy, Christine Le Strat, le 11 juillet 2019, jugeant « inacceptable » la fermeture du service des impôts des entreprises, délocalisé à Lorient, c'était au tour de la députée Nicole Le Peih de recevoir les syndicats, ce lundi 22 juillet 2019.

Dans sa circonscription, en plus du service de Pontivy, les trésoreries de Baud et Locminé sont également menacées de fermeture.

« Elle nous a entendus, se sont satisfaits les syndicats au sortir de l'entrevue d'une heure. **Elle s'est dite sensible à l'enjeu de maintien des services publics dans la ruralité. »**

30 fonctionnaires en moins en dix ans

Un discours confirmé par Cédric Martin, l'attaché de presse la députée Nicole Le Peih : **« On espère que la création des 25 points de contact sera qualitative. Toutefois, nous espérons faire pression sur le ministère du budget pour sauver le service menacé à Pontivy. »**

Au fil des réorganisations, fermetures de services et départs à la retraite non remplacés, le centre des impôts de Pontivy a déjà perdu une trentaine de fonctionnaires, depuis dix ans.

« Cette réforme d'envergure pilotée à Paris par des technocrates ne prend pas en considération la configuration du Centre-Bretagne », concluent les syndicats.